
[L'escroquerie des plantations de palmiers à huile 'vert' : le cas d'OLAM](#)

Comment les grandes entreprises réussissent-elles à vendre leur huile de palme comme un produit 'vert', 'durable' et 'favorable au climat', alors qu'elle n'est rien de tout cela ? Comment cette image 'verdite' aide-t-elle les transnationales à se développer toujours plus, comme elles le font en ce moment en Afrique ? Cet article examine le cas d'OLAM International qui, en février 2017, a publié son Projet de politique forestière mondiale [1]. Les discours prometteurs d'OLAM ne sont qu'un rideau de fumée autour de ce qui reste son principal objectif : augmenter ses bénéfices.

Les entreprises de plantation de palmiers à huile ont-elles changé ?

C'est ce qu'elles essaient de nous faire croire. Le Projet de politique forestière mondiale d'OLAM dit : « L'objectif principal d'OLAM est de croître de façon responsable, afin de répondre aux besoins essentiels du monde ». L'entreprise exprime son souhait d'assurer la « sécurité alimentaire » aux « 9 milliards de personnes qui, d'après les estimations, habiteront notre planète en 2050 », et de créer des « emplois de longue durée » et « des possibilités de travail en milieu rural ». Au premier coup d'œil, cette politique ressemble à un document rédigé par une société de bienfaisance ou une institution d'État plutôt que par une transnationale, ce qui porte à se demander si OLAM a changé.

Une telle transformation exigerait qu'OLAM n'ait plus comme priorité la maximisation des profits de ses principaux propriétaires, la société d'investissement singapourienne Temasek Holdings (52,3 %) et la société japonaise Mitsubishi (20,3 %). Or, quand on lit dans son rapport annuel 2015 la « déclaration du directeur », il devient évident qu'aucun changement de ce genre n'a eu lieu. Aucune référence n'y est faite au sort des 9 milliards de personnes qui habiteront la planète en 2050 ; en revanche, le seul souci est « le bien-être et la prospérité » de l'entreprise, qui dépendent de « la compétitivité commerciale, la qualité des rentrées, la croissance financière et l'augmentation de la productivité ». [2]

OLAM n'a vraiment changé que son discours. Ce changement est le **résultat direct des nombreux combats des communautés locales et de leurs sympathisants pour rendre visibles les preuves de plus en plus nombreuses des effets négatifs des grandes plantations industrielles de palmiers à huile**. Le déboisement, la pollution de l'environnement et l'invasion des territoires des peuples ont porté atteinte à l'image des entreprises comme OLAM aux yeux des consommateurs d'huile de palme et des banques qui financent ces entreprises. Une mauvaise image pourrait finir par affecter les ventes d'OLAM et sa capacité d'obtenir des prêts, menaçant ainsi son objectif principal : sa croissance et ses profits.

Ainsi, les entreprises ont dû faire quelque chose. À l'heure actuelle, elles ont presque toutes des divisions « durabilité » et elles entreprennent des processus soi-disant pour s'attaquer aux problèmes qu'elles créent, le déboisement en particulier. Le Projet de politique forestière mondiale d'OLAM énumère plusieurs initiatives et principes auxquels elle entend adhérer, comme le système de certification de la Table ronde pour une huile de palme durable (RSPO) [3], les notions de forêts à haute valeur de conservation (HCV) et de forêts à forte capacité de stockage de carbone (HCS), et le

principe du consentement préalable, libre et éclairé (FPIC).

Nouvelle question donc : ces processus et ces engagements changent-ils quelque chose pour les communautés concernées ? Nous affirmons que non et que, par conséquent, ils arrangent bien les entreprises. Premièrement, ces engagements dont on discute dans des salles climatisées, très loin de la réalité des communautés qui vivent entourées de plantations industrielles, ne sont pas obligatoires mais volontaires. Deuxièmement, les entreprises exercent un contrôle considérable sur les systèmes de certification (fortement défendus par certaines ONG comme le WWF) et peuvent donc faire en sorte que ces systèmes n'aient pas d'effet significatif sur leurs opérations. C'est ce qui se passe dans le cas de la RSPO, dont la majorité des membres appartiennent au secteur du palmier à huile. Et troisièmement, aucun de ces engagements n'exige de modifier le système de production à grande échelle en régime de monoculture. De nombreuses études effectuées dans le monde entier [4] montrent que ce système comporte l'occupation de terres fertiles et bien situées qui, le plus souvent, appartiennent à des communautés. L'application de ce système aboutit forcément au déboisement. Un rapport récemment produit par l'ONG états-unienne Mighty Earth et l'ONG gabonaise Brainforest montre qu'OLAM, entreprise certifiée par la RSPO, a défriché au Gabon depuis 2012 près de 20 000 hectares de forêt dans ses quatre concessions. [5]

Échappatoires additionnelles pour OLAM

Pour comprendre pourquoi les communautés gabonaises n'ont pas autant d'influence qu'OLAM sur les soi-disant « processus regroupant diverses parties prenantes » que l'entreprise revendique dans ses politiques, il faut considérer la profonde inégalité des rapports de pouvoir entre ces communautés et les entreprises. Par exemple :

- OLAM s'engage à protéger les droits des communautés. Entend-elle vraiment reconnaître et respecter les droits fonciers coutumiers des communautés, et éviter ainsi la plupart des problèmes associés à l'expansion de l'industrie du palmier à huile ? Apparemment non. Elle ne parle que du droit au « consentement préalable, libre et éclairé de la population locale ». Sur le papier, il s'agit d'un principe fort mais il s'affaiblit beaucoup quand on considère le contexte local. Au Gabon, OLAM bénéficie du soutien du gouvernement – chose courante pour les entreprises de palmier à huile dans la plupart des pays – mais, en plus, l'État gabonais lui-même est un actionnaire d'OLAM Gabon. D'autre part, le président Ali Bongo est un grand défenseur des affaires de l'entreprise dans le pays, et son régime autoritaire a le pouvoir de nommer et de contrôler les représentants politiques des villages. Ainsi, en collaboration avec les autorités locales, OLAM peut se servir des structures du pouvoir pour faire taire l'opposition dans les communautés concernées. Dans ces circonstances, le FPIC devient un instrument inutile pour les communautés qui veulent défendre leurs territoires.

- OLAM s'engage à entreprendre des « processus regroupant diverses parties prenantes », comme la certification RSPO. Cet engagement est convenable pour OLAM grâce à certaines circonstances qui lui permettent de tourner le processus à son avantage. Par exemple, ce sont les entreprises qui engagent les consultants chargés de faire les inspections soi-disant « indépendantes ». De même, bien que la RSPO dispose d'un instrument pour la gestion des plaintes, celui-ci est trop complexe pour que les communautés puissent s'en servir. Si elles y arrivent, souvent avec de l'aide extérieure, elles ont du mal à obtenir un résultat positif. D'après Jefri Saragih de Sawitwatch, une ONG indonésienne qui appuie les communautés touchées par les plantations industrielles de palmiers à huile et qui les a déjà aidées à présenter des plaintes, « avec une cinquantaine d'affaires non résolues, on a le droit de dire que la RSPO a été incapable de s'attaquer aux nombreux effets négatifs des grandes plantations de palmiers à huile. Du point de vue social, il y a aujourd'hui plus de 40 plaintes qui ont été soumises au secrétariat de la RSPO et qui n'ont pas été réglées ». [6]

Ainsi, la RSPO est plutôt un instrument de marketing qui sert à protéger les exportations d'huile de palme et les profits d'OLAM.

- OLAM s'engage à ne pas abattre les forêts à haute valeur pour la conservation et celles à forte capacité de stockage de carbone. Or, qui détermine quelles sont ces forêts ? Sûrement pas les communautés. Cette tâche revient à des consultants, à des sociétés spécialisées et à certaines ONG écologistes. La plupart des communautés affirment que tout leur territoire coutumier est important pour elles, quelles que soient la quantité de 'carbone' ou la 'valeur de conservation' qu'on attribue à une zone en particulier. Même les terres que les consultants classent comme « forêts dégradées » sont importantes pour elles.

- OLAM s'engage à favoriser la sécurité alimentaire. La 'sécurité alimentaire' est une notion attrayante pour les entreprises comme OLAM, parce qu'elle ne fait pas référence au contrôle de la production ni à ce que l'on produit ou comment on le produit. Ces questions fondamentales font partie d'une notion plus large et de nature plus politique, que de grands mouvements paysans comme *La Vía Campesina* défendent dans le monde entier : la notion de souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire est absente des documents concernant la 'durabilité' des entreprises parce que celles-ci ont de plus en plus tendance à prendre le contrôle des terres des paysans, des marchés et des chaînes alimentaires pour croître et accroître leurs profits. OLAM, par exemple, a un programme dénommé GRAINE, qui promet d'augmenter la production d'aliments du Gabon. Cela a l'air très bien, surtout pour l'image d'OLAM, mais ce que le programme a fait à ce jour c'est multiplier les plantations industrielles de palmiers à huile sur les terres des Gabonais. [7]

Si les entreprises n'ont pas changé, qu'est-ce qui a changé ?

Dans le passé, beaucoup d'ONG écologistes et sociales, surtout celles du Nord, s'activaient à dénoncer et à organiser des actions contre le déboisement dans les tropiques ; elles appelaient, par exemple, à boycotter les bois tropicaux. Mais de nos jours, beaucoup d'entre elles s'assoient autour d'une table avec des entreprises agro-industrielles pour discuter de systèmes de certification, de principes, de critères, de politiques, de sauvegardes pour les communautés et les forêts, de forêts HCV et de forêts HCS, etc., et reçoivent parfois des fonds de ces entreprises.

Cette nouvelle façon de travailler des ONG a avantage les entreprises et, le plus souvent, a affaibli les luttes des communautés. D'une part, elle a créé une division entre les ONG et, d'autre part, elle a légitimé les promesses de 'durabilité' des entreprises. Celles-ci peuvent dire maintenant « nous avons le soutien des ONG ». Par exemple, l'ONG déjà mentionnée, Mighty Earth, qui a été la première à accuser OLAM, en décembre 2016, d'avoir déboisé 20 000 hectares, a négocié peu après, en février 2017, un accord avec l'entreprise par lequel les deux parties s'engageaient à « collaborer à la conservation des forêts et à l'agriculture durable », au « Gabon et dans d'autres pays très boisés ». Une autre ONG, le WRI (*World Resources Institute*, institut des ressources mondiales) a servi d'intermédiaire et l'accord a été signé à Washington D.C., très loin du peuple gabonais. [8]

Une autre conséquence au plan local de ce type de participation des ONG, surtout de certaines ONG internationales, c'est qu'elles influent sur les communautés et sur les groupes et les activistes qui les soutiennent pour les convaincre que le mieux c'est de traiter avec les entreprises. Ainsi, au lieu d'utiliser un temps précieux à renforcer les capacités des organisations locales pour qu'elles mettent en place des actions de résistance, celles-ci sont poussées à surveiller les engagements des entreprises ou à participer à des « activités regroupant toutes les parties prenantes ». Les organisations locales qui préfèrent malgré tout organiser la résistance populaire sont souvent l'objet

de tentatives d'intimidation.

C'est ce qui est arrivé dernièrement dans les plantations d'OLAM au Gabon. Les ONG gabonaises Muyissi Environment et Brainforest, une plateforme d'ONG dénommée *Gabon ma terre mon droit* et des groupes d'activistes africains et internationaux, ont organisé un atelier où les communautés affectées par OLAM ont pu se réunir pour mieux connaître l'entreprise et son impact et pour échanger des expériences avec d'autres activistes de pays africains concernés par les plantations. Après l'atelier, les autorités locales ont fait savoir au directeur d'une ONG locale et à des leaders communautaires qu'ils devaient mettre fin aux activités de ce genre et cesser d'organiser les gens. [9]

Un label vert pour faire marcher les affaires

De plus en plus de produits sont certifiés, par la RSPO entre autres, et promettent aux consommateurs qu'ils ne portent atteinte ni à l'environnement ni aux communautés. Ils donnent ainsi l'impression que la production et la consommation globalisées ne posent aucun problème, ce qui est absolument faux. La production et la consommation actuelles sont excessives et il faut les réduire, mais **les systèmes de certification ne font rien pour y parvenir.**

Le label RSPO, par exemple, est censé *garantir* que l'huile de palme contenue dans plusieurs produits est 'durable', mais en fait il ne fait qu'accroître les parts de marché des entreprises qui l'ont créé. Ce que la RSPO appelle une production et une consommation 'durables' ne consiste qu'à accroître la production et la consommation et à obtenir une part de marché plus grosse, en association avec les transnationales. Dans son rapport de 2015, la RSPO parle beaucoup des 'augmentations' concernant l'huile de palme : augmenter de 20 % le nombre de ses membres, augmenter de 6 % le nombre des cultivateurs de palmiers, augmenter de 100 % l'huile de palme durable dans 10 pays européens pour que « toute l'huile de palme européenne soit durable d'ici à 2020 », et augmenter de 10 % la consommation d'huile de palme certifiée RSPO dans le gigantesque marché chinois d'ici à 2020. La RSPO finit son rapport en déclarant qu'elle a pour but de « transformer les marchés pour que l'huile de palme durable devienne la norme dans tous les pays ». [10] Il est donc évident que la RSPO n'a pas pour but de transformer un système de production injuste et fortement concentré qui fournit de l'huile végétale bon marché à l'industrie de la malbouffe, en un système localisé de production d'huile végétale à petite échelle qui applique les principes de l'agroécologie et de la justice sociale. **La RSPO n'a pour but que d'accroître la part de marché de l'huile de palme RSPO et de préserver les profits des grandes entreprises.** Cela explique aussi pourquoi elle a organisé un *African Road Show* qui a fait une étape au Gabon en 2012. [11]

À moins de changer le système agro-industriel, les labels comme celui de la RSPO vont continuer à vendre un message faux. Ils affirment que la monoculture industrielle du palmier à huile peut être « durable », comme le dit OLAM dans sa politique, que ce palmier peut être « cultivé de façon responsable » et qu'il peut « coexister » avec « le bien-être des communautés ». Lorsque les consommateurs et les banques achètent ce message, le secteur de l'huile de palme peut se développer de plus en plus et continuer à opprimer les communautés qui luttent contre ces entreprises devenues 'durables'.

Les défis à relever

Que peut-on faire pour promouvoir un changement structurel et réduire les inégalités des rapports de pouvoir ?

Les communautés ont besoin de soutien. Les organisations internationales et nationales et les activistes et groupes locaux doivent continuer à accorder la priorité au soutien et au renforcement de la capacité organisationnelle des communautés et de leurs luttes, et créer des contacts et des échanges entre les communautés de chaque pays et entre les divers pays et continents, afin de renforcer un mouvement mondial contre un système axé sur le profit qui détruit le bien-être et l'avenir des communautés, des forêts et du climat.

Les engagements des grandes entreprises à l'égard de la durabilité devraient être juridiquement contraignants. Les ONG devraient refuser les engagements volontaires et ne pas y participer. L'expérience montre que ces derniers n'ont servi à rien d'autre qu'à améliorer l'image des entreprises, tout en compromettant les combats des populations.

Les consommateurs ont un rôle important à jouer : ils doivent refuser, remettre publiquement en question et boycotter les certificats de la RSPO et d'autres institutions semblables, parce qu'ils créent une image fautive qui n'avantage que les entreprises. Ils doivent acheter les produits agricoles des petits agriculteurs de la région et contribuer ainsi à la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire au contrôle populaire des terres et de la production locale d'aliments, plutôt que d'acheter des produits importés dérivés de la monoculture à grande échelle contrôlée par des transnationales comme OLAM.

GRAIN et WRM

[1] OLAM International's Global Policy on Forests – Draft for Consultation – version 1, 28 février 2017.

[2] OLAM, Rapport annuel 2015 :

<http://olamgroup.com/investor-relations/annual-report-2015/annual-financial-statements/>.

[3] La RSPO est une association de l'industrie de l'huile de palme et de quelques ONG, dont le WWF est un des principaux acteurs. Elle a été créée en 2001 par l'industrie de l'huile de palme pour répondre aux conflits et aux problèmes écologiques, le déboisement en particulier, causés par l'expansion accélérée que cette industrie a connue, surtout en Indonésie et en Malaisie, au cours des 20 dernières années. Sur les plus de 750 membres que compte la RSPO à l'heure actuelle, seuls 13 sont des ONG ; les autres sont des entreprises associées au secteur du palmier à huile. La RSPO délivre des certificats aux producteurs d'huile de palme, en se fondant sur une série de principes et de critères que ses membres ont approuvés. Dans son site web (www.rspo.org) on lit qu'en octobre 2015 elle avait déjà certifié quelque 2,56 millions d'hectares de plantations de palmiers à huile.

[4] <http://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/les-plantations-darbres/>.

[5] <http://www.mightyearth.org/blackbox/>.

[6] <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/indonesie-entretien-avec-sawitwatch-a-propos-des-effets-des-plantations-industrielles-de-palmiers-a-huile-en-indonesie-et-de-l'experience-avec-la-rspo/>.

[7] Voir l'article sur le programme GRAINE d'OLAM dans le prochain bulletin du WRM.

[8] Entretien personnel, mars 2017.

[9] <http://www.rspo.org/news-and-events/news/looking-back-at-2015>.

[10] <http://www.rspo.org/news-and-events/news/looking-back-at-2015>.

[11] Le *RSPO Africa Road show* a été organisé en 2012 par des organisations telles que le WWF, Conservation International et Proforest, des entreprises comme OLAM et d'autres telles que la multinationale Sime Darby (Malaisie) et le géant de l'alimentaire Unilever (Royaume-Uni / Pays-Bas), au Gabon et dans d'autres pays africains, pour faire connaître « les nombreux avantages socio-économiques » et pour « sensibiliser [...] au sujet de l'huile de palme durable ». Le 'show' était financé par des entreprises privées et par des donateurs des gouvernements du Nord.

<http://www.proforest.net/en/featured-work/developing-capacity/the-rspo-africa-roadshow-building-capacity-and-raising-awareness-on-sustainable-palm-oil>.